

Pas de liberté pour... TVLibertés !

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 22 juin 2018

TVLibertés est une télévision transmise par Internet, qui est à la fois compétente, structurée, organisée. Les analyses qu'elle délivre sont à la fois intelligentes, fouillées, précises. Ses équipes sont à la fois bien formées, dotées d'une vraie colonne vertébrale, motivées par la recherche de la vérité sur tous les sujets. Ses abonnés, soit 100 000 personnes environ, apprécient à sa juste valeur la fenêtre de liberté qu'ouvre cette télévision nouvelle. Année après année, cette chaîne s'implante brillamment dans le paysage audiovisuel français, en développant une ligne libre et décomplexée. Pour ce faire, elle utilise un puissant canal : YouTube.

Cela pouvait-il durer ? Non, bien sûr, puisque nous sommes en France... Certes, l'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme, qui date de plus de deux siècles, est parfaitement clair : "La libre communication des pensées et des opinions, même religieuses, est le droit le plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus dans les cas déterminés par la loi." Ainsi, TVLibertés, dans le cadre de ce fameux article 11, a le droit le plus strict de s'exprimer librement, à condition, bien sûr, de respecter la loi. Ce que la chaîne de télévision a évidemment toujours fait, depuis son origine.

Et pourtant... Le 14 juin dernier, YouTube prenait la décision extraordinaire, non justifiée, abracadabrantesque, comme aurait dit Chirac, de supprimer l'accès de TVLibertés à son canal de distribution d'informations. Désormais, TVLibertés ne peut plus émettre par ce biais, et constate, sidérée, que YouTube a supprimé purement et simplement des milliers d'émissions d'archives. Rien que cela.

Une nouvelle fois, la liberté d'expression en France est fortement mise à mal, puisque des opérateurs américains surpuissants, en très probable relation avec le système médiatico-politique français, tentent de faire taire un média en plein développement, qui n'hésite jamais à se montrer "politiquement incorrect" quand il le faut, c'est-à-dire, hélas, très souvent...

Le directeur général de TVLibertés, Martial Bild, a bien voulu répondre à nos questions, dans la vidéo ci-contre. Bien évidemment, la chaîne ne va pas en rester là et agit d'ores et déjà pour faire reconnaître son droit à la libre expression. Chacun d'entre nous a le devoir de faire circuler cet entretien, qui permet de mieux comprendre les rouages d'une mise à mort programmée de la liberté d'expression dans notre pays. Nous ne pouvons, bien sûr, rester sans réagir face à une atteinte si dramatique à ce que nous pensions naïvement être "le droit le plus précieux de l'homme."

François de Lochner

Président de la Fondation de Service politique,
de France Audace et de Liberté politique